



**CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES
DU LOIRET**

LOCATION DE LONGUE DUREE DE VEHICULES LEGERS

**Cahier des clauses particulières
CCP**

MP-2025-01

Appel d'offres ouvert

SOMMAIRE

Article 1 : Organisme contractant.....	3
Article 2 : Nature de la consultation.....	3
Article 3 : Objet de la consultation.....	3
Article 4 : Nature des prestations	3
4.1 Location des véhicules	3
4.2 Maintenance et suivi des véhicules	3
4.3 Prestations complémentaires dans le suivi des véhicules.....	5
4.4 Mise à disposition de véhicules de remplacement	5
Article 5 : Caractéristiques techniques	5
5.1 Descriptif des véhicules	5
5.2 Développement durable	5
Article 6 : Durée du marché	6
Article 7 : Exécution du marché	6
7.1 Livraison.....	6
7.2 Reprise des véhicules en fin de marché	6
Article 8 : Eléments économiques	6
8.1 Prix.....	6
8.2 Modalités de facturation	7
8.3 Modalités de règlement	7
Article 9 : Responsabilité et assurance	7
9.1 Responsabilité.....	7
9.2 Assurance	7
Article 10 : Pénalités pour retard	8
10.1 Principe	8
10.2 Exceptions.....	8

Article 1 : Organisme contractant

L'organisme contractant est la Caisse d'allocations familiales du Loiret, dont le siège est situé 2 Place Saint Charles à Orléans.

L'organisme est représenté à la signature du Marché et pour toute modification éventuelle par sa Directrice ou son délégué.

Tous les règlements des sommes dues au titre du marché sont assurés par la Directrice comptable et financière de l'organisme à laquelle doivent être signifiées toutes oppositions éventuelles.

Les personnes ressources du marché sont les suivantes :

- Julien RICORDEAU, responsable achats : 02 38 51 50 04 / julien.ricordeau@caf45.caf.fr
- Cédric ROUSSEL, référent marchés publics : 02 38 51 50 06 / achat.logistique@caf45.caf.fr

Article 2 : Nature de la consultation

La procédure retenue est celle de l'appel d'offre ouvert, conformément aux dispositions de l'article R2124-1 du Code de la commande publique.

Article 3 : Objet de la consultation

Le marché a pour objet la location de longue durée de véhicules légers pour la Caisse d'allocations familiales du Loiret.

La formule retenue est celle d'une location simple, c'est-à-dire sans crédit-bail ni d'option d'achat.

Article 4 : Nature des prestations

4.1 Location des véhicules

La prestation concerne la mise à disposition de véhicules neufs, au profit de la Caf du Loiret. Elle vise le remplacement de véhicules arrivant en fin de contrat de location longue durée au 24 septembre 2024.

Le contrat de location est assorti d'un contrat d'entretien.

Les éléments relatifs à la location sont à préciser par les candidats à l'annexe B.

4.2 Maintenance et suivi des véhicules

Les contrats de location devront également comprendre l'ensemble des prestations d'entretien tels que préconisés par les constructeurs sur les durées et kilométrages prévus aux contrats.

Le titulaire a en charge la maintenance préventive et curative (hors accident) des véhicules loués dans les conditions définies ci-après.

Généralités

Concernant la maintenance préventive, le titulaire s'engage à suivre les prescriptions du carnet d'entretien du constructeur en matière :

- De contrôle périodique ;
- De remplacement des différentes pièces d'usure des véhicules.

Concernant la maintenance curative, le titulaire s'engage à prendre intégralement en charge la réparation et le remplacement des pièces défectueuses. Cela vaut pour toute la durée de la location, y compris une fois la garantie constructeur expirée. Cette maintenance curative ne couvre pas les réparations consécutives à un accident.

Liste non-exhaustive des interventions à effectuer par le titulaire

Les opérations de maintenance comprendront notamment les prestations suivantes :

- Contrôle de niveaux, appoints et remplacements des différents fluides ;
- Contrôle et/ou remplacement des filtres, des bougies, des ampoules, des fusibles, des balais d'essuie-glace ;
- Contrôle et/ou remplacement des plaquettes de frein, des amortisseurs, du pot d'échappement, de la courroie de distribution ;
- Réparation ou remplacement de l'embrayage, de la boîte de vitesse, de l'autoradio, de l'ABS.

La liste des prestations de maintenance incluses dans le marché ainsi que l'ensemble des éventuelles exclusions est précisée par le titulaire dans son offre.

Précisions sur les prestations relatives aux pneumatiques

Concernant les pneumatiques, le titulaire a en charge les prestations suivantes :

- Contrôle de la pression et de l'usure des pneumatiques ;
- Réparation ou remplacement des pneumatiques faisant suite à une crevaison non consécutive à un accident ;
- Remplacement périodique des pneumatiques sur la base de deux pneumatiques selon un nombre de kilomètres parcourus précisé par le candidat ;
- Équilibrage et réglages du parallélisme du train avant si nécessaire ;
- Fourniture des valves et bouchons.

Le remplacement des pneumatiques sera réalisé à partir de pneumatiques identiques à ceux d'origine ou, en cas d'impossibilité, à partir de pneumatiques de qualité égale.

Le planning prévisionnel pour l'entretien et la révision des véhicules est précisé dans l'offre du titulaire. Ce planning pourra, le cas échéant, être modifié pour tenir compte de l'activité des services de l'organisme.

La maintenance des véhicules loués sera réalisée dans le réseau de distribution du titulaire ou auprès de garagistes agréés par ses soins.

Le véhicule objet de la maintenance est conduit sur le lieu d'exécution des prestations par une personne de l'organisme.

A l'issue de chaque intervention, le réparateur met à jour le carnet de bord du véhicule en indiquant :

- La date d'intervention ;
- Le kilométrage relevé sur le véhicule à la date d'intervention ;
- Les prestations effectuées sur le véhicule.

4.3 Prestations complémentaires dans le suivi des véhicules

Dans le cas où le constructeur déciderait de rappeler certains véhicules loués à la fin d'un contrôle ou de corrections techniques, le titulaire en informe immédiatement l'organisme et convient avec lui d'une date pour la prise en charge des véhicules rappelés.

Le titulaire assure, ensuite, le suivi des opérations directement avec le constructeur.

4.4 Mise à disposition de véhicules de remplacement

En cas d'indisponibilité des véhicules loués supérieure à vingt-quatre heures, le titulaire doit être en mesure de mettre à la disposition de l'organisme des véhicules de remplacement équivalents et cela, quelle que soit l'origine de cette indisponibilité.

Les véhicules de remplacement devront pouvoir être livrés à l'organisme dans un délai de vingt-quatre heures suivant la demande de l'organisme.

La remise des véhicules de remplacement devra être accompagnée des papiers administratifs nécessaires à leurs utilisations.

Article 5 : Caractéristiques techniques

5.1 Descriptif des véhicules

Les véhicules souhaités sont de type « citadine » 5CV (maximum), avec une capacité de cinq personnes.

Le besoin de la Caf est de onze véhicules avec la motorisation suivante :

- Sept véhicules thermiques à essence ;
- Quatre véhicules électriques.

Les véhicules électriques doivent avoir une autonomie suffisante pour réaliser un trajet de 200km sans recharge.

Les éléments de sécurité et de confort exigés sont indiqués à l'annexe A. Les véhicules fournis par le titulaire doivent répondre aux exigences établies. Il est possible de proposer des éléments complémentaires. Ces derniers sont à préciser dans les cases dédiées de l'annexe.

5.2 Développement durable

L'ensemble des véhicules proposés devra :

- Etre conforme à la norme Euro 6 ;
- Avoir un taux de matériaux recyclables en fin de vie du véhicule le plus élevé possible ;
- Disposer d'un système « Start and Stop » ou équivalent ;
- Avoir une consommation de carburant la plus faible possible.

Les véhicules à moteur thermique doivent émettre au maximum 110 grammes de CO2 au kilomètre.

Article 6 : Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 36 mois.

Article 7 : Exécution du marché

7.1 Livraison

La livraison s'entend pour un véhicule mis en service, vérifié et contrôlé selon les normes du constructeur, muni de tous ses équipements et immatriculé.

La livraison des véhicules s'effectue au siège de la Caf aux dates et horaires convenus avec le service achats-logistique.

Le titulaire doit fournir avec chaque véhicule :

- Les plaques d'immatriculation définitives ;
- Les papiers administratifs nécessaires à l'utilisation du véhicule (carte grise notamment) ;
- Une carte personnalisée ou une attestation pourtant a minima les mentions suivantes :
 - o Identification de la société de location ;
 - o Raison sociale et adresse de la Caf ;
 - o Numéro d'immatriculation du véhicule ;
 - o Prestations prévues au contrat ;
 - o Date de validité de la carte ou de l'attestation ;
- Une guide utilisateur destiné à informer le conducteur des prestations couvertes par le contra et des formalités à accomplir durant la durée de celui-ci ;
- Un carnet de bord pour inscrire les interventions du chargé de maintenance ;
- Une notice d'utilisation du véhicule précisant ses principales spécificités, ses options, et ses accessoires.

L'ensemble des documents doivent être fournis en langue française.

7.2 Reprise des véhicules en fin de marché

En fin de marché, le titulaire prend en charge la reprise des véhicules.

Les conditions de cette reprise (indemnités susceptibles d'être réclamées à l'organisme, grille de restitution ou de vétusté, etc.) sont précisées dans l'offre fournie par le titulaire.

Article 8 : Eléments économiques

8.1 Prix

Les prix doivent être indiqués hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC). L'unité monétaire retenue est l'euro (€).

Les prix se décomposent de la manière suivante :

- Un montant forfaitaire ;

- Un montant unitaire par kilomètre de dépassement.

Le prix est réputé comporter les éléments suivants :

- La location du véhicule ;
- La livraison du véhicule et tous les éléments inscrits à l'article 7 du CCP ;
- La maintenance et le suivi du véhicule ;
- La mise à disposition d'un véhicule de remplacement.

Le marché ne pourra dépasser un montant total de 220.000 € TTC.

8.2 Modalités de facturation

Les factures feront obligatoirement référence au présent accord-cadre et indiqueront, outre les mentions légales :

- Le nom et adresse du titulaire ;
- La date et le numéro de la facture ;
- La référence du marché ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement ;
- Les prix unitaires HT ;
- Le montant total HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC.

Les factures pourront, le cas échéant, être rectifiées par l'organisme en fonction notamment des pénalités.

La transmission des factures se fera sous forme dématérialisée sur le portail Chorus Pro.

8.3 Modalités de règlement

Les paiements auront lieu par virement au compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

Le règlement intervient dans un délai maximum de trente jours à compter de la réception de la facture.

Article 9 : Responsabilité et assurance

9.1 Responsabilité

Le titulaire se déclare responsable de la bonne exécution de toutes les prestations faisant l'objet du marché.

Le titulaire est seul responsable des infractions aux lois et règlement et ne peut exercer aucun recours contre l'organisme en cas de condamnation encourue par lui ou ses employés. Il a la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

9.2 Assurance

Le Titulaire s'engagera à fournir, s'il ne l'a pas fait à la remise de l'offre, une attestation d'assurance en cours de validité, stipulant qu'il est couvert, au titre de la responsabilité civile

professionnelle, pour tous dommages matériels ou immatériels causés par ses préposés, ses sous-traitants et les personnes mandatées par lui.

Cette attestation devra être fournie dans les 15 jours qui suivent la décision d'attribution du marché notifiée par la Caf, ou à toute réquisition ultérieure, sous peine de nullité du contrat, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 10 : Pénalités pour retard

10.1 Principe

Est identifié comme retard toute livraison de véhicule à une date ultérieure à celle annoncée par le candidat à l'annexe B.

En cas de retard dans la livraison des véhicules, un montant forfaitaire de 10 € par jour de retard.

Le montant de la pénalité est déduit de la redevance versée au titulaire.

10.2 Exceptions

Dans le cas où la livraison serait retardée à la demande de l'organisme, la période concernée ne peut entraîner le versement de pénalités.

Dans le cas où le titulaire rencontre des difficultés d'approvisionnement de nature à retarder la livraison. Il peut communiquer les motifs à l'organisme pour suspendre les pénalités. Les conditions d'application sont les suivantes :

- Le titulaire informe l'organisme au moins deux semaines à l'avance ;
- Les raisons sont extérieures au titulaire et clairement indiquées à l'organisme.